



N° 000003
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT
N° 000003 /AOIO/MINEE/PRSEC-PforR/UCP/CSPM/2026 DU 03 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DANS LE
POSTE SOURCE DE LA VILLE DE KRIBI (MPOLONGWE), EN PROCEDURE
D'URGENCE

FINANCEMENT : Appui Budgétaire PforR, Exercices 2026 et suivants

Maître d'Ouvrage Délégué : Coordonnateur du PRSEC-PforR

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution de l'appui budgétaire reçu par la Banque Mondiale, exercice 2026 et suivants, le Coordonnateur du Programme de Réformes du Secteur de l'Electricité au Cameroun, Maître d'Ouvrage Délégué, lance un Appel d'Offres International Ouvert pour la fourniture et l'installation des équipements dans le poste source de la ville de Kribi (Mpolongwe), en procédure d'urgence.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

| N° LOT | TITULES | DESCRIPTION DU PROJET |
|--------|---|---|
| Unique | Fourniture et Installation des équipements dans les postes sources de la ville de Kribi (Mpolongwe) | ✓ Fourniture Installation de 6 cellules primaires dans le bâtiment de commande de KRIBI ✓ Fourniture et installation d'équipements auxiliaires |

3. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres s'effectueront en lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Six cent cinquante-cinq millions quatre mille quatre cent cinquante-quatre (655 004 454) francs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est fixé à dix (10) mois.

Ce délai cours à compter de la notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalités de conditions aux entreprises ou groupe ayant un représentant local de **catégorie C, sous-secteur Energie Electrique (ENELEC) minimum** et disposant d'une expérience avérée dans le domaine des études, de la fourniture et de la construction des ouvrages électriques dans les Postes Sources de Distribution de l'électricité. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par *l'appui budgétaire PforR* des exercices 2026 et suivants sur la ligne d'imputation budgétaire N° 60 32 341 0 32000005 0435 523415.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à ***un million trois cent dix mille (1 310 000) francs CFA***.

Cette caution de soumission doit être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Cette caution de soumission devrait être accompagné du récépissé CDEC délivré par la Caisse de Dépôt et Déconsignation (CDEC). L'absence du récépissé de l'organisme chargé des dépôts et consignations, attestant du dépôt dans son compte des sommes requises en numéraires au titre du cautionnement, entraîne le rejet du cautionnement et l'élimination du soumissionnaire en phase de passation du marché.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) aux heures ouvrables sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, E-mail : ucpprsec@gmail.com; elongserge@gmail.com ;

nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat du DAO* de deux cent cinquante mille (250 000) Francs CFA, payable *au Trésor Public*. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission. Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour la soumission en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le au plus tard le 23 JUL 2024 13 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 23 JUL 2026 à 14 heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) placée auprès du Maître d'Ouvrage Délégué, dans la Salle de Conférences de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence à l'ouverture des plis ou la non-conformité, de la caution de soumission timbrée délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics accompagné d'une copie du récépissé de consignation émise par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission et son récépissé CDEC) ;
- de l'absence de l'Attestation de catégorisation délivrée par l'Autorité des Marchés Publics ou la Décision portant résultat de catégorisation ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 05/06 des critères essentiels ;
- de l'absence de la justification de la disponibilité des ressources financières représentant au moins cent quatre-vingt-seize millions cinq cent deux mille (196 502 000) francs CFA ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie ;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 758 302, E-mail : ucpprsec@gmail.com elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

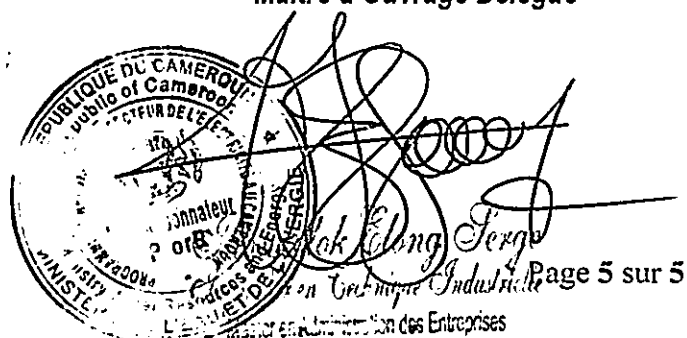
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 03 JUIN 2026

**Le Coordonnateur du Programme de Réforme
du Secteur de l'Electricité au Cameroun,
Maître d'Ouvrage Délégué**

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CSPM-PforR ;
- Chronos/Affichage.



Page 5 sur 5

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'EAU
ET DE L'ENERGIE

PROGRAMME DE REFORMES DU
SECTEUR DE L'ELECTRICITE AU
CAMEROUN

COOPERATION CAMEROUN-BANQUE MONDIALE
CAMEROUN – WORLD BANK COOPERATION



LA BANQUE MONDIALE
SBC - CA CREDIT DE LA BANQUE MONDIALE

Programme P178136 (Crédit IDA 73940-CM)
Unité de Coordination du Programme
(UCP-PforR)

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF WATER
RESSOURCES AND ENERGY

CAMEROON POWER SECTOR
REFORM PROGRAM

OPEN INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 80000 / OIIT/MINEE/PRSEC-PforR/UCP/CSPM/2026 DU 03 JUIN 2026
**FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF EQUIPMENT IN THE
PRIMARY SUBSTATION OF THE CITY OF KRIBI (MPOLONGWE),
UNDER EMERGENCY PROCEDURE**

FINANCING: PforR Budgetary Support, Fiscal Years 2026 and subsequent

Delegated Contracting Authority: Coordinator of the PRSEC-PforR

1. Subject of the Invitation to Tender

Within the framework of the execution of the budgetary support received from the World Bank, fiscal year 2026 and subsequent, the Coordinator of the Cameroon Power Sector Reform Program, Delegated Contracting Authority, launches an Open International Invitation to Tender for the supply and installation of equipment in the primary substation of the city of Kribi (Mpolongwe), under emergency procedure.

2. Scope of Works

The works mainly include:

| LOT NO. | TITLES | PROJECT DESCRIPTION |
|---------|--|--|
| Single | Supply and Installation of equipment in the primary substations of the city of Kribi (Mpolongwe) | - Supply and Installation of 6 primary switchgear cubicles in the KRIBI control building; - Supply and installation of auxiliary equipment. |

3. Allotment

The works subject to this Invitation to Tender shall be executed in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is six hundred and fifty-five million four thousand four hundred and fifty-four (655,004,454) CFA francs.

5. Estimated Execution Time

The maximum timeframe provided by the Delegated Contracting Authority for the execution of the works

subject to this invitation to tender is set at ten (10) months. This period shall begin upon notification of the service order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open under equal conditions to enterprises or groups having a local representative of at least category C in the Electrical Energy (ENELEC) sub-sector, and possessing proven experience in the field of studies, supply, and construction of electrical infrastructure in Electricity Distribution Primary Substations. Participation in the form of a joint venture is allowed, provided that the lead firm is designated and the specific duties of each member are clearly outlined.

7. Financing

The works subject to this invitation to tender are financed by the PforR budgetary support of the 2026 fiscal years and subsequent, under budgetary imputation line N° 60 32 341 0 32000005 0435 523415.

8. Submission method

The submission method adopted for this consultation is online.

9. Bid Security

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped bid security, hand-receipted, issued by a financial institution or organization approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees in the field of public contracts (the list of which is found in Document 14 of the Tender File), amounting to **one million three hundred and ten thousand (1,310,000) CFA francs**.

This bid security must remain valid for thirty (30) days beyond the original bid validity date. The absence of a bid security issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees for public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid security provided but bearing no relation to the consultation in question is considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

This bid security must be accompanied by a CDEC receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC). The absence of the receipt from the body in charge of deposits and consignments, certifying the deposit into its account of the funds required in cash for the security, will lead to the rejection of the security and the elimination of the bidder during the procurement phase.

10. Consultation of the Tender File

The physical file may be consulted free of charge during working hours at the offices of the Delegated Contracting Authority (MOD) located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 758 302, as soon as this notice is published. It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (www.armacm.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The physical version of the tender file may be obtained at the headquarters of the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Program, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 758 302, E-mail: ucprsec@gmail.com; elongserge@gmail.com; nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum for the purchase of the Tender File of two hundred and fifty thousand (250,000) CFA Francs, payable to the

Public Treasury. A copy of the receipt for this payment shall be attached to the bid file. Upon collecting the Tender File, bidders must register by leaving their full address (P.O. Box, Fax, e-mail, Telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it for free from the aforementioned addresses for the electronic version. However, online submission is conditional upon the payment of the Tender File purchase fees.

12. Submission of Bids

For online submission, the bid, drafted in French or English, must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than ~~23 JUL 2026~~ at exactly 1:00 PM. A backup copy of the bid saved on a USB drive or CD/DVD must be transmitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy," in addition to the above mention, within the stipulated deadlines.

File Size and Format For online submission, the maximum sizes of the documents transiting on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate shall ensure the use of compression software to potentially reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate distinct envelopes and submitted sealed.

The Delegated Contracting Authority will deem inadmissible:

- Envelopes bearing indications of the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadlines (date and time);
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Envelopes without indication of the Invitation to Tender's identity;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO) or bids submitted only in copies.

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Notably, the absence of the bid security issued by a financial institution or organization approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees in the field of public contracts, or failure to respect the models of the Tender File documents, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid security provided but bearing no relation to the consultation in question is considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids will take place in one phase and will be held on 23 JUL 2026 at 2:00 PM by the Special Tenders Board (CSPM) placed under the Delegated Contracting Authority, in the Conference Room of the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Program, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon. Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly mandated person of their choice, even in the case of a joint venture. Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or true certified copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

In the event of absence or non-conformity of an administrative document during the bid opening, after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

In case absence Or of non-compliance of a piece of Administrative file during the opening of the bids, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation criteria

The evaluation criteria are of two types: eliminatory criteria and essential criteria. The purpose of these criteria is to identify and reject bids that are incomplete or substantially non-compliant with the conditions set in the Tender File, particularly regarding the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical bid to the technical specifications of the Tender File, and the qualification of the bidders.

15.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be met to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. Non-compliance with these criteria leads to the rejection of the bidder's offer.

These mainly include:

- Absence at the bid opening or non-conformity of the stamped bid security issued by a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees for public contracts, accompanied by a copy of the deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC);
- Failure to produce, beyond the 48-hour deadline after bid opening, an administrative document deemed non-compliant or absent during the bid opening (except for the bid security and its CDEC receipt);
- Absence of the Categorization Certificate issued by the Public Contracts Authority or the Decision outlining the categorization result;
- False declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Failure to meet at least 05/06 of the essential criteria;
- Absence of justification of the availability of financial resources representing at least one hundred and ninety-six million five hundred and two thousand (196,502,000) CFA francs;
- Absence of the sworn declaration of non-abandonment of construction sites over the last three years;
- Non-compliance with the bid file format;
- Absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- Absence of an element of the financial bid (the submission letter, Unit Price Schedule, Quantitative and Estimative Detail);
- Absence of the dated and signed integrity charter;

- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses, dated and signed.

15.2 Essential Criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key to judging the technical and financial capacity of candidates to execute the services subject to the invitation to tender. The essential criteria for the qualification of bidders will indicatively focus on:

- Presentation of the bid;
- References of the bidder;
- Qualification and experience of the personnel;
- Logistical means;
- Methodology;
- Proofs of acceptance of the contract conditions.

16. Award

The Delegated Contracting Authority will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts where applicable.

17. Bid validity period

Bidders remain bound by their bids for one hundred and twenty (120) days from the initial deadline set for the submission of bids.

18. Additional Information

Additional information may be obtained during working hours at the headquarters of the Coordination Unit of the Cameroon Power Sector Reform Program, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 758 302, E-mail: ucprsec@gmail.com; elongserge@gmail.com; nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or through any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority.

19. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts, or acts of corruption or bad practices, please call CONAC at number 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) at numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, the 03 JUN 2026

**Coordinator of the Cameroon Power Sector
Reform Program
(The Contracting Authority's Representative)**

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP);
- ARMP;
- Contracting Authority;
- Chairperson CSPM-PforR;
- CCCM Chairpersons;
- Chronos/Notice Board.

The stamp is circular and contains the following text: 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN', 'République of Cameroon', 'MINISTRE DES RESSOURCES EN ENERGIE ET DE L'EAU', 'MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT', 'P. ORB', 'Director of Energy and Water Resources', 'Ministry of Industry, Commerce and Handicrafts'. A handwritten signature in black ink is written over the stamp.